

savez, monsieur le Président, il s'agit là de ressources primaires et par conséquent la Colombie-Britannique subit plus fortement le contrecoup que n'importe quelle autre province. C'est elle la plus touchée en raison du caractère international de nos problèmes économiques. Et c'est pourquoi je ne blâmerais pas nécessairement le gouvernement.

Le crime, monsieur le Président, perpétré par ce gouvernement tient au fait qu'il savait que la crise économique était imminente, du moins il aurait dû le savoir si ses planificateurs et ses spécialistes économiques du ministère des Finances et du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources avaient fait leur travail convenablement. Ils auraient dû le savoir que nous allions connaître une période de récession économique. Malgré cela, le gouvernement a maintenu des programmes qui accordent à l'idéologie et aux slogans la priorité sur les besoins des citoyens. Voilà le crime dont le gouvernement s'est rendu coupable, monsieur le Président.

Revenons-en au Programme énergétique national. Nous savons maintenant quelles sont les répercussions de ce programme. Je me souviens qu'il y a trois ans, ici à la Chambre, des députés, surtout des députés représentant des circonscriptions de l'Alberta, ont questionné le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui est maintenant ministre des Finances (M. Lalonde), sur le Programme énergétique national et les distorsions qu'il provoquait dans l'économie. Celui-ci a répondu sans hésitation qu'il y avait encore beaucoup de tours de forage alors que les députés de l'Alberta savaient que l'on déménageait ces tours vers le Sud. Le ministre a dû forcer le secteur pétrolier à se plier au moule qu'il avait créé pour lui, ce qui a provoqué une forte recrudescence du chômage en Alberta. Les députés questionnaient continuellement le gouvernement sur ses pratiques, au nom de leurs électeurs, mais ce ministre attachait tellement d'importance à l'idéologie qu'il a recruté un partisan de la socialisation et de la nationalisation de ce secteur. Il voulait forcer ce secteur à s'adapter au moule qu'il avait conçu pour lui. Une vague de chômage s'ensuivit.

Des délégations représentant des foreurs, des sociétés de prospection, des concessionnaires de machines et de petits camions, sont venues ici, mais elles se sont heurtées à un mur de pierre. Le gouvernement attachait une grande importance à l'idéologie. Je sais que certains députés ministériels s'en prenaient au ministre pendant les réunions du caucus, mais en vain.

Il y a un an, je suis allé à Fort St. John, dans le nord de la Colombie-Britannique. C'est vraiment une ville fantôme. J'ai vu un hôtel flambant neuf, d'une centaine de chambres, je présume, doté d'une vaste salle à manger. Cet hôtel de plusieurs millions de dollars, financé par la SCHL, avait fermé ses portes parce que les tours de forage avaient été déménagées et que l'économie s'était effondrée. Dans la rue principale, toute une série de magasins étaient fermés parce qu'il n'y avait pas de travail.

Monsieur le Président, la motion ne va pas à l'extrême du tout parce que les ministres et le gouvernement attachaient une telle importance à l'idéologie qu'ils étaient disposés à sacrifier un secteur pour la propager.

Le slogan était la «canadianisation». Nous voulons canadianiser l'industrie pétrolière. Cruelle ironie, l'industrie qu'ils ont écrasée était l'industrie canadienne, alors que les multinationales survivent. Ces dernières ont fait des investissements partout

dans le monde qui leur permettent de poursuivre leurs activités, même si elles ne peuvent plus le faire au Canada. Mais, les vraies sociétés canadiennes, les petites entreprises de forage, les fabricants de machines, les entreprises d'exploration, celles qui sont canadiennes à 100 p. 100, faisaient faillite au nom de la canadianisation. Que fait donc le gouvernement pour redresser la situation? Il établit une société pétrolière nationale entièrement canadienne. Est-ce bien vrai? Il va à New York, à Wall Street, emprunter les fonds nécessaires pour financer PetroCan. En voilà une société canadienne, monsieur le Président! Les effets de cette idéologie se sont répercutés dans tout le Canada. L'Ontario a été atteint. Mon ami, le député de Brant (M. Blackburn), a parlé plus tôt de l'industrie de l'automobile. Les conséquences qu'a eu ce programme sur l'industrie de l'automobile sont scandaleuses. Ce programme a eu aussi des répercussions néfastes dans ma propre circonscription. Nous avons chez nous une usine qui s'appelle Gearmatic. C'est l'une des compagnies les plus réputées du monde dans la fabrication des grues hydrauliques. Elle avait déjà commencé à ressentir les effets de la récession car notre entreprise forestière avait fermé ses portes. Gearmatic avait vendu une grande partie de ses stocks aux compagnies d'abattage du bois. Elle battait de l'aile et elle a dû licencier la moitié de ses effectifs. C'est alors que nous avons eu le Programme énergétique national. Or, il se trouve que cette compagnie appartient à une société multinationale qui a son siège social à Bellevue, Washington. Cette multinationale, qui s'appelle Peccar, va s'en tirer car elle a investi des capitaux partout dans le monde. Mais avec la venue du Programme énergétique national, Gearmatic ne pouvait plus écouler ses produits puisque les derricks n'étaient plus au Canada. Elle les a donc vendus dans les pays où on a bien voulu les acheter, la plupart du temps à l'étranger.

• (1720)

En juillet dernier, Gearmatic a annoncé qu'elle fermerait ses portes le 31 décembre mettant ainsi à pied 110 pères de famille. Et tout cela à cause du Programme énergétique national qui a été davantage conçu pour satisfaire une obsession idéologique que pour répondre aux besoins des travailleurs canadiens. Je le répète, la société Paccar tiendra le coup. Par contre, ces chômeurs tiendront-ils le coup?

J'ai un autre exemple. D'après une clause de l'entente que la société Petro-Canada a conclue avec le gouvernement, celle-ci peut engendrer autant de sociétés de la Couronne qu'elle le désire. Elle a notamment engendré la société Enercon. Il y avait une petite société du sud de la Colombie-Britannique qui fabriquait des matériels isolants, grâce à une idée ingénieuse d'un Américain. Le problème, c'est que l'usine était trop éloignée du marché, que les frais étaient trop élevés, que l'usine ne tournait pas bien et qu'elle ne pouvait par conséquent pas vendre son produit. La société Enercon a acheté environ 35 p. 100 de cette société. Je voudrais vous lire la lettre que m'a envoyée l'exploitant d'une petite société, la National Cellulose, B.C. Limited, de Surrey. Voici ce que dit l'auteur de cette lettre:

La Pacific Enercon, de Grand Forks, en Colombie-Britannique, est une société qui fabrique des produits isolants à base de laine minérale. Cette société a été créée par un homme d'affaires californien qui a investi, paraît-il, de 7 à 10 millions de dollars. Après avoir connu de gros problèmes dans un marché en baisse, l'usine risquait d'être fermée à cause de ses pertes financières et d'un avenir incertain. La société Canertech (une filiale de Petro-Canada) a acheté 40 p. 100 des actions de cette société pour la somme de 4 millions de dollars, pour renflouer une société américaine sur le point de faire faillite.